



HAL
open science

La construction et la circulation d'un référent social : les eurorégions dans le discours médiatique

Laura Calabrese, Marie-Hélène Hermand

► To cite this version:

Laura Calabrese, Marie-Hélène Hermand. La construction et la circulation d'un référent social : les eurorégions dans le discours médiatique. *Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 2020, 48, pp.41-57. hal-02492473

HAL Id: hal-02492473

<https://hal.science/hal-02492473>

Submitted on 16 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La construction et la circulation d'un référent social : les eurorégions dans le discours médiatique

Laura Calabrese (Université libre de Bruxelles, ReSIC)

Marie-Hélène Hermand (Université Bordeaux Montaigne, MICA)

Ce travail propose d'observer, à partir d'un corpus médiatique, comment se construit et circule un référent collectif émergent – les eurorégions – au fil des discours et des images. Peu connues du public, les eurorégions sont des regroupements d'acteurs frontaliers (institutionnels, économiques, éducatifs...) qui doivent non seulement se donner à voir mais aussi légitimer leur structure et leur fonctionnement au sein d'une Europe composée d'États-nations forts. Pour cela, les différents acteurs concernés doivent rendre concrètes des réalités a-référentielles (Kaufmann 2006) et les imposer progressivement dans les esprits. En tant que formation discursive (Hermand à paraître), le discours sur les eurorégions ne va pas de soi puisque ces entités sont louées, ignorées ou décriées par divers acteurs sociaux. Privilégiées par les instances européennes pour préfigurer et expérimenter le scénario d'une Europe des régions, les eurorégions sont en quête permanente de légitimité et en concurrence avec l'idéal-type d'une Europe des États fortement régulée par les institutions européennes.

Pour analyser la construction du référent social eurorégional, nous étudierons un corpus multilingue (français, italien, espagnol, anglais, allemand, néerlandais) d'articles de presse (160 textes, 117 878 mots) portant sur les eurorégions. L'analyse qualitative sera nourrie par des résultats textométriques issus d'une plate-forme combinant l'analyseur morpho-syntaxique multilingue TreeTagger (fourni par l'université de Stuttgart) à une base de données (SQLite-Perl). Dans un premier temps, nous expliquerons les caractéristiques qui font des entités eurorégionales en cours d'institutionnalisation un objet d'analyse très attractif pour observer les dynamiques de la nomination. Dans un deuxième temps, nous décrirons les dénominations et les protocoles morpho-syntaxiques qui les sous-tendent, ainsi que leur fonctionnement en discours, pour identifier les éléments qui contribuent à faire de l'eurorégion une entité à part entière capable d'agir dans le monde social. Enfin, nous identifions d'autres formes de construction du référent eurorégional, notamment au niveau sémiotique, dans le but d'illustrer comment les

acteurs eurorégionaux sont présentés dans le discours médiatique, une fois l'acte de nomination établi.

1. Les eurorégions : un objet social en construction

Définies par le *Lexique de l'aménagement du territoire européen*¹ comme des « organisations de coopération transfrontalières formées le long des frontières européennes », les eurorégions sont nées après la fin de la seconde guerre mondiale aux frontières des pays germanophones, néerlandophones et francophones dans un objectif de réconciliation des États. Au fil du temps, elle se sont progressivement affirmées dans le paysage politique européen et bénéficient depuis 1990 de l'appui financier du programme Interreg issu du Fonds européen de développement économique et régional (FEDER), par le biais du volet A dédié à la coopération transfrontalière (Figure 1). Ce soutien communautaire s'accompagne d'une reconnaissance médiatique, domaine dans lequel les eurorégions affirment leur présence au fur et à mesure de leur construction.

Une des premières conditions pour faire exister un territoire est de lui attribuer un nom. Le recours à l'acte de nommer « s'inscrit dans le cadre général de la catégorisation linguistique du réel. En associant des noms aux objets, la dénomination permet de distinguer ces objets, de les différencier, de les assigner à des classes, donc de les catégoriser » (Akin 1999 : 34). Cette dimension de la dénomination comme « outil de reconstruction permanente du réel » (*Ibidem*) est très productive dans le cas des toponymes, car comme le note Guillorel, « la dénomination des lieux est un instrument de contrôle social de l'espace par un groupe donné » (1999 : 64-65). Ainsi les toponymes ne servent pas uniquement à identifier des *realia* uniques, mais également à faire reconnaître un territoire : « nommer l'espace c'est créer le territoire (...) L'émergence des territorialités passe presque toujours par ces actes de dénominations » (1999 : 63).

Interroger les dénominations des eurorégions, objets sociaux hybrides (à cheval entre la géographie et l'institution) relativement récents, est intéressant à plusieurs égards. Premièrement, il s'agit de nommer et de décrire des entités a-référentielles, qui n'existent que dans la mesure où elles sont nommées et mises en discours. Loin d'être un objet géographique facilement identifiable et lié à un territoire national, il s'agit d'un montage institutionnel complexe dans lequel interviennent des acteurs issus de plusieurs secteurs

¹ Université Paris 7 - Datar - CNRS : <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme.php?id=21>

(économique, politique, éducatif). Qui plus est, les eurorégions s'étendent sur plusieurs États, ce qui ajoute à la complexité et surtout à l'intérêt de l'objet pour le chercheur.

Deuxièmement, les eurorégions sont des entités au statut mal défini au niveau communautaire car elles ne correspondent pas à une échelle régionale géographique traditionnelle et sont administrativement très protéiformes. D'un point de vue fonctionnel, il peut s'agir d'associations d'autorités locales, régionales ou transfrontalières ; d'un point de vue juridique, il peut s'agir de structures de droit privé ou public².

Ne présentant pas de lien évident avec un groupe humain, une langue ou un territoire clairement délimité par des accidents géographiques, les eurorégions ne jouissent pas de dénominations toponymiques ancrées dans l'histoire et la mémoire collective, mais relèvent plutôt du discours technique. Tandis que les noms de pays européens constituent l'aboutissement d'un processus qui a donné lieu à la création des États-nations et sont donc liés à des communautés discursives, les noms d'eurorégions répondent le plus souvent à des intérêts économiques et commerciaux et n'ont pas d'ancrage dans une communauté nationale ou discursive. Guillourel note effectivement que la pratique toponymique, à l'origine « spontanée », est devenue « un instrument, une arme, un enjeu des politiques linguistiques, que ces politiques aient été le fait d'autorités politiques *stricto sensu* ou d'agences administratives et culturelles » (1999 : 64). Nous verrons dans la troisième partie que les acteurs à l'origine de la création toponymique sont notamment économiques, ce qui montre l'originalité de cet acte de dénomination. Cependant, il serait naïf de considérer les eurorégions comme des groupements purement « artificiels » issus uniquement du secteur économique, dans la mesure où l'identité régionale a été une réalité en Europe avant la territorialisation de groupes humains sous la forme d'États-nations. Cette réalité est, comme on le verra, un argument du discours eurorégional (voir exemple 12).

En troisième lieu, les eurorégions sont plutôt mal connues du grand public, ce qui pose la question de la circulation de la dénomination propre auprès d'un lectorat de presse non averti. Comme l'ont montré les travaux de Cislaru sur les noms des pays (comme d'autres toponymes - villes, régions ou hydronymes), ceux-ci constituent des « condensés sémantiques » du fait de leur épaisseur encyclopédique, ce qui en fait des dénominations

² Critères fonctionnels et juridiques proposés par l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) : <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme.php?id=21> (consulté le 21.11.2015).

polyréférentielles riches en représentations sociales. Or nous sommes ici en présence de dénominations relativement récentes, en cours d'institutionnalisation et non liées à des représentations sociales préalables.

Ainsi, l'enjeu de nomination est grand pour les acteurs qui doivent faire exister ces entités géographico-institutionnelles tant au niveau institutionnel que discursif. Ceci nous amène à considérer les eurorégions comme des groupes d'intérêt. Ce concept, tel qu'il est analysé par la sociologie politique (Offerlé 1998), met l'accent sur le travail de recherche de la reconnaissance sociale, lequel passe par la délimitation du groupe, la légitimation de l'intérêt défendu, la mise en forme de la représentativité et la représentation de la totalité des intérêts défendus. Grossman et Saurugger (2012) insistent sur l'attention à porter aux groupes d'intérêts qui émergent au niveau transnational dans l'Union européenne. Cette dynamique implique la transformation de la relation entretenue avec les États, l'inscription des acteurs dans un cadre nouveau impliquant plusieurs pays, le dépassement du cadre national pour l'action collective et la possibilité de conserver la coexistence des niveaux national et communautaire. Parmi les ressources sociales indispensables à l'émergence de tels groupes d'intérêt, les médias occupent une place de choix en leur ouvrant un espace d'apparence susceptible de s'améliorer de manière graduelle : à un premier niveau immédiatement observable, les médias créent une scène de visibilité publique qui étend le spectre de "ce qui peut être vu" et déplace les frontières du visible et de l'invisible ; à un niveau plus approfondi, ils attribuent une valeur positive à cette visibilité pour obtenir la reconnaissance sociale (Voirol 2005).

2. Les dénominations des eurorégions

Nous avons analysé 153 occurrences contextualisées de dénominations eurorégionales dans des articles de presse en ligne publiés entre 1996 et 2013. La première observation que l'on peut faire est que les noms des eurorégions ne sont pas des noms propres (Npr) purs, comme appelle Jonasson (1994) les Npr standard qui correspondent aux formes lexicales spécialisées dans le rôle de Npr, à savoir les toponymes et anthroponymes (Paris, Pierre). Selon l'auteure, les *Npr mixtes* sont des expressions dénominatives propres qui contiennent des éléments descriptifs. Ils restent des Npr, dans la mesure où ils désignent « constamment et de manière univoque un individu unique » (Benveniste 1974 : 200), mais « sont en général forgés expressément pour convenir à un seul particulier, qu'ils désignent en le décrivant, et ne sont normalement pas utilisés associés à d'autres

particuliers » (Jonasson 1994 : 38), comme il arrive avec les Npr standard (il y a au moins deux Paris et des milliers de Pierre). La raison en est que, contrairement aux Npr purs, les Npr mixtes et descriptifs désignent des institutions et des organisations sociales ou des lieux créés par l'homme. Le caractère purement institutionnel des eurorégions, qui ont peu voire aucun lien historique avec des groupements humains, est ainsi palpable dans les modes de dénomination.

2.1. Description morphologique

Du point de vue morphologique, la plupart de ces dénominations ont pour base lexicale le nom commun (Nc) *eurorégion* (traduit en fonction des langues des pays concernés) accompagné d'un Npr pur. Dans leur grande majorité, les eurorégions sont nommées par des allonymes, c'est-à-dire un même nom en plusieurs langues (*Euregio Meuse-Rhin* en français devient *Euregio Maas-Rhein* en allemand et *Euregio Maas-Rijn* en néerlandais), et agencées dans un ordre variable (*Eurorégion Lille-Tournai-Kortrijk* devient en néerlandais *Euregio Rijsel-Kortrijk-Doornik*). Cependant, des combinaisons linguistiques sont possibles, où surgissent des redénominations ostentatoires (eurorégion *Aquitaine-Euskadi*) ou des reconquêtes communautaires (eurorégion ***Galice-Norte de Portugal***) (Boyer 2008), des réminiscences de peuples fondateurs et pugnaces

(eurorégion *Insubrica*) (Avanza 2003) ou des toponymes alternatifs (eurorégion *Tyrol–Südtirol / Alto Adige-Trentino*) (Bagini Scantamburlo 2007).

La partie Npr pur de la dénomination emprunte à la toponymie européenne selon les catégories décrites ci-après:

- l'oronymie convoque le patrimoine géomorphologique et les reliefs (Sellier 2014) dans le nom des eurorégions *Alpes-Méditerranée*, *Pyrénées-Méditerranée*, *Zugspitze-Wetterstein-Karwendel* ;
- l'hydronymie fait appel aux cours d'eau pour les eurorégions *Scheldemond*, *Meuse-Rhin*, *Donau-Moldau*, *Eems-Dollars Regio* ;
- l'odonymie emprunte des noms de voies romaines pour l'eurorégion *Via Salina* (dérivé du latin *salina* pour désigner la route du sel) ou encore l'eurorégion *Viadrina* (dérivé du latin *Viadus Oder*, sur l'Oder) (Mackré 2009).

La nécessité de préciser la catégorie notionnelle dans le nom témoigne de l'origine institutionnelle de ces régions transfrontalières. Car contrairement à d'autres Npr mixtes dont l'usage finit par effacer le sens lexical, les noms d'eurorégions ne sont pas (encore) désémantisés, autrement dit il faut passer par le Nc pour accéder au référent, d'autant plus que le Npr (*Via Salina*, *Meuse-Rhin*) dispose de son propre référent. Comme l'explique Jonasson,

« À la suite d'un acte de dénomination ou d'un emploi répété du Npr comme expression référentielle, ou désignateur, associé à l'entité particulière en question, un lien plus direct a pris la relève, laissant se retirer, reculer ou s'effacer le sens lexical descriptif devenu désormais superflu » (1994 : 127-128).

Par ailleurs, l'emploi d'une dénomination composée permet d'éviter l'écueil de nommer des entités purement institutionnelles par un Npr pur, ce qui serait contre-intuitif d'un point de vue cognitif et contraire aux protocoles sociaux de nomination. Car comme le rappelle Akin à propos de la première tentative de nomination de la zone euro,

« Dans un avis rendu le 7 janvier 1999, l'Académie a en effet déconseillé l'emploi d'*Euroland* et d'*Eurolande*, 'car il ne s'agit pas de nommer un Etat souverain ni même une confédération, mais seulement l'aire d'application d'un traité' et a

proposé l'utilisation de la dénomination *zone euro*, employée par la Banque de France et les administrations françaises, ainsi que par la presse écrite » (1999 : 47).

Une tentative de rendre le Npr mixte plus « pur » en effaçant le sens lexical est la tendance à utiliser des dénominations siglées (*EDR* pour *Eems Dollard Regio*) ou acronymiques (*BENEGO* pour *Benelux-Nederlands Grensoverleg*). Il est intéressant de noter qu'à l'inverse des volets institutionnel et économique du discours eurorégional, le discours médiatique rechigne à les utiliser, leur préférant les dénominations eurorégionales complètes. Des troncations facilitant la mémorisation sont en outre observables à partir des diminutifs *AlpMed* pour *Eurorégion Alpes-Méditerranée*, *PyrMed* pour *Eurorégion Pyrénées-Méditerranée*, *SaarLorLux* ou *Grande Région* pour *Eurorégion Saar-Lorraine-Luxembourg-Rhin* ou encore *Euregio Salzburg* pour *Euregio Salzburg-Berchtesgadener Land-Traunstein*.

2.2. Fonctionnement en discours

Pour ce qui concerne le fonctionnement des dénominations en discours, deux procédés ont été identifiés : la vulgarisation et la personnification. Les dénominations d'eurorégions s'inscrivent en effet dans des pratiques de reformulation qui témoignent de la construction d'un discours médiatique de vulgarisation. Introduites par les mots *être*, *exister*, *consister à*, *servir de*, *correspondre à*, *ledit...*, des reformulations à l'aide de

paraphrases *in praesentia* explicitent une équivalence entre le référent eurorégional et la définition qui en est donnée [1, 2] :

[1] L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée **est** la première collectivité française à participer au nouveau programme européen Erasmus pour jeunes entrepreneurs. (euractiv.fr, 18/05/2012)

[2] Ziel sei es, die Qualität und das internationale Niveau der Universität in der **sogenannten** "Europaregion Tirol" zu fördern, hieß es im Rahmen des bilateralen Treffens³. (derstandard.at, 05/05/2012)

Le panorama des reformulations est complété par l'emphase [3], par des juxtapositions au moyen de signaux typographiques (virgules, deux points, parenthèses, italiques, gras, guillemets) [4] ou encore par des anaphores [5] :

[3] **C'est** l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée **qui** s'est portée candidate à la mise en place d'Erasmus Jeunes Entrepreneurs dans la droite ligne des priorités qu'elle s'est fixées : l'économie et l'innovation. (toulemploi.fr, 02/07/2012)

[4] La « Regio TriRhena », une plate-forme trinationale (lefigaro.fr, 23/04/2009)

[5] Eurorégion Pyrénées-Méditerranée. **Ce regroupement** de régions entre l'Espagne et la France existe. (midi-pyrenees.france3.fr, 29/10/2012)

Dans ces paraphrases *in absentia*, on remarque le plus souvent une absence des verbes *signifier* ou *désigner* qui conduit à un « *effacement du métalangage, et [à un] "dégradé" dans ses manifestations* » caractéristiques de la sémiotique de la vulgarisation (Mortureux 1982 : 51-54).

Dans les paraphrases *in absentia*, la relation de reformulation reste implicite et est donc plus difficile à repérer. Elle n'en constitue pas moins un procédé caractéristique des discours de vulgarisation. Par exemple, deux énoncés distants — "*la Grande Région est un axe de développement*" et "*la Grande Région joue la compétitivité à fond*" — placent en relation d'équivalence la compétitivité et le développement, deux arguments emboîtés

³ L'objectif est de promouvoir la qualité et le niveau international de l'université dans ladite « Eurorégion Tirol », indique-t-on dans les réunions bilatérales. (Les traductions des exemples cités dans l'article sont réalisées par nos soins).

en faveur d'une même visée promotionnelle déjà largement observée dans les volets institutionnel et économique du discours eurorégional.

Outre ces procédés de vulgarisation, le discours médiatique est caractérisé par de nombreuses traces de personnification qui font naître et évoluer le collectif eurorégional au gré du comportement de ses membres. Les actes de naissance en fournissent un premier exemple [6] :

[6] L'eurorégion Pyrénées-Méditerranée, **née le 29 octobre 2004**, est un projet de coopération politique entre la Catalogne, les Îles Baléares, le Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. (midi-pyrenees.france3.fr, 29/10/2012)

La personnification s'exprime davantage encore dans des positions syntaxiques actives qui démontrent une force de proposition [7], une capacité de stimulation [8] et de socialisation [9] du référent eurorégional :

[7] L'Eurorégion AlpMed **planche sur une offre touristique commune**. (meridienmag.fr, 22/11/2010)

[8] La Eurorregión Pirineos Mediterráneo **impulsa la cotutela de tesis**⁴. (europapress, 19/07/2012)

[9] Für eine Antwort **lud** die Inn-Salzach-Euregio eine Koryphäe der Arbeitsmarktpolitik, Gudrun Biffel, Dekanin der Fakultät für Wirtschaft und Globalisierungsfragen an der Donauuniversität Krems, **ein**⁵. (tips.at, 29/03/2013)

La notion de groupe qui résulte de la personnification des eurorégions peut aussi devenir un « élément argumentatif éminemment sujet à controverse, instable, mais d'une importance capitale » (Perelman *et al.* 2008 : 434). Cette instabilité se manifeste notamment par la substitution du nom d'une eurorégion par son statut juridique, ce qui

⁴ L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée **encourage** la cotutelle de thèse.

⁵ En réponse, l'Euregio Inn Salzach **a invité** une sommité de la politique de l'emploi, Gudrun Biffel, doyenne de la faculté d'économie et des questions de globalisation à l'université du Danube à Krems.

amoindrit la différenciation de l'eurorégion dont il est question et en fait un acteur identifiable par son seul statut administratif [10] :

[10] **Le Groupement européen de coopération territoriale/GECT** y sert d'instrument destiné à conférer une qualité supérieure aux projets communs transfrontaliers. (eurojournal.net, 03/02/2010)

Autre marqueur d'instabilité, la remise en cause du nom par l'évaluation de sa portée cognitive ou mémorielle [11] est susceptible d'aboutir à une révision complète ou partielle :

[11] [Journaliste] : Encore une question sur la visibilité de la structure. **Serait-il imaginable de modifier le nom** de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai pour la rendre plus reconnaissable aux yeux des citoyens ? **Choisir un nom plus court ?**

Stefaan De Clerck : [...] Si ce concept devenait un jour tellement évident qu'un élément de communication additionnel pourrait lui être ajouté, **alors oui, le nom pourrait éventuellement être adapté.** (grandlille.euroblog.info, 18.02.2010)

Cette dernière affirmation émanant d'un politique montre toute la difficulté de l'exercice de nomination : peu connues et de faible visibilité pour le citoyen lambda, les eurorégions portent des noms composites à rallonge qui facilitent leur identification mais rendent difficile la mémorisation. Une dénomination plus synthétique serait la preuve que le nom propre est ancré dans l'imaginaire de la collectivité... or si c'était le cas, les instances politiques n'auraient pas besoin de changer le nom, lequel surgirait tout naturellement de la communauté discursive concernée.

3. Le lien avec l'acteur social

L'observation des dénominations a permis d'identifier des protocoles de nomination plutôt hétérogènes, qui révèlent l'instabilité du référent, du moins dans l'imaginaire social, ce dont témoigne le discours de vulgarisation des médias et l'abondance de termes présentatifs. L'observation de leur fonctionnement en discours a permis de mettre en évidence une forte personnification des eurorégions. Ce procédé tropique qui sied très bien aux toponymes bien établis (notamment des noms de pays et de villes) est étonnant

dans le cas de noms de territorialités peu ancrés dans l’imaginaire collectif. On doit donc se demander qui sont les acteurs à l’origine de cette construction.

3.1. Visibilité des dirigeants

Au-delà de l’activité de nomination, la capacité du référent eurorégional à devenir un acteur visible dans le monde social se manifeste d’abord dans le « scénario sémiotique⁶ » (Stockinger 2005) qui s’élabore dans l’espace médiatique. L’organisation éditoriale des articles de presse dédiés aux eurorégions montre un fonctionnement qui consiste non seulement à faire connaître ces entités auprès des publics par un nombre croissant d’articles disponibles sur le web au fil des années (Graphique 1) mais aussi à assurer leur visibilité par une dissémination des contenus dans diverses rubriques. La localisation des articles renseigne d’abord sur l’angle privilégié : il peut s’agir de rubriques qui renvoient à des contenus généralistes (*Actualités, Régions, Europe*), plus rarement à des contenus spécialisés (*Recht und Steuern*⁷, *Saar-Lor-Lux Wirtschaft*⁸, *Politique sectorielle des transports*) ou à une année précise (1993, 2004, 2006, 2008, 2012 et 2013). Selon une logique de *newsmaking* qui consiste à gérer l’accès à la publicité médiatique et rend visible l’activité des élites et des institutions (Kaciaf et Nollet 2013), la rubrique *Actualités* héberge le plus souvent les contenus relatifs aux eurorégions : 18 des 78 articles issus de la presse nationale figurent sous cette rubrique, 16/76 dans la presse régionale, 5/18 dans la presse européenne et 3/5 dans la presse transfrontalière. La rubrique *Archives* prend ensuite le relais, reléguant les contenus au fur et à mesure de leur péremption dans la mémoire des sites. Des accroches ponctuelles ou des encadrés intitulés *À la Une, Flash Actu, Brèves, 5 Minuten, Notizie Flash* soulignent en outre le bref espace-temps consacré aux informations transfrontalières.

L’observation des titres d’articles montre que le processus d’eurorégionalisation s’apparente à un pari qui relie le projet à l’Europe (*Eurorégion Alpes Méditerranée : les CCI parient sur l’Europe*) et annonce la transition vers une nouvelle ère (*Ora una Macroregione Adriatico-Ionica*⁹). Le processus s’accompagne d’une recherche de

⁶ Peter Stockinger définit le scénario sémiotique comme une scénographie numérique qui comprend “le contenu d’une prestation web, les modalités d’appropriation de celle-ci ainsi que l’expression et la mise en scène de la prestation via des régions et des zones d’édition sous forme d’une interface de communication” (Stockinger, 2005 : 10).

⁷ Droit et fiscalité

⁸ Saar-Lor-Lux Économie

⁹ Maintenant une Macrorégion Adriatico-Ionica.

puissance (*Euskadi u Aquitania crean una eurorregión para ganar fuerza en Europa*¹⁰) ou de domination (*L'Euroregione seppellisce la Macroregione del Nord*¹¹) qui contribue à la mise en scène dynamique d'eurorégions combattives. S'y ajoutent la capacité de dépasser des situations antérieures jugées insatisfaisantes (*Euroregione la risposta ai rancori di Bolzano*¹²) et la volonté d'accélérer le processus transnational (*La Eurorregión insta a acelerar los proyectos de comunicación ferroviaria*¹³). Des accroches sous forme de modalités interrogatives (*Pourquoi l'Eurorégion Pyr-Med ?*) ou calquées sur des formules de manuels d'apprentissage inscrits dans la mémoire collective (*L'Euregio sans peine*) ouvrent enfin la voie à l'explication et au cours intensif en vue de favoriser l'appropriation rapide de l'entité transfrontalière par les publics.

Peu nombreux, les éléments visuels répertoriés en dehors des éléments fixes des chartes graphiques sont surtout des photographies de personnalités ou de l'environnement transfrontalier. Pas toujours légendées, ces photos rendent parfois impossible l'identification des conditions de la prise de vue et n'entretiennent qu'un lien stéréotypé ou désincarné avec le thème abordé. Les photographies des hommes politiques et des dirigeants de chambres de commerce (18/32) opèrent la construction du référent eurorégional par une représentation privilégiée des élites. La galerie des personnages est limitée et situe l'activité eurorégionale dans les sphères du pouvoir. Il s'agit de montrer des personnalités charismatiques, de figer des allocutions au pupitre dûment préparées, d'immortaliser des poignées de mains et des échanges d'objets symboliques entre homologues ou encore d'attester du déroulement de séances de travail (Échantillon 1). En adoptant la terminologie de Verón (1994), nous qualifions ces visuels tantôt de "photographies d'identification" tantôt de "photographies de légitimation", l'ensemble relevant de la pose concédée aux journalistes chargés de constituer un stock d'images représentatives d'une conjoncture politique donnée. Bien qu'elles aient peu de chance de susciter l'intérêt des citoyens, ces poses se révèlent proches d'une démarche maîtrisée d'affichage électoral pour se faire connaître et s'autolégitimer : elles suggèrent le contrôle, par les responsables eurorégionaux mis en scène, de leur image et de leur stratégie énonciative. En contrepoint, quelques photographies (4/32) montrent des citoyens en posture de travail ouvrier, de protestation dans une manifestation, de migration pour des

¹⁰ Euskadi et Aquitaine créent une Eurorégion pour devenir plus forts en Europe.

¹¹ L'Eurorégion enterre la Macro région du Nord.

¹² Eurorégion, la réponse aux rancœurs de Bolzano.

¹³ L'Eurorégion invite à accélérer les projets de communication ferroviaire.

raisons économiques ou de divertissement dans un lieu public. Elles renvoient à la fois au dynamisme économique et social qu'il s'agit de (re)créer et aux problèmes non encore résolus dans les régions frontalières (Échantillon 2). Enfin, de manière hétérogène et résiduelle, d'autres photographies (10/32) renvoient à des bâtiments symboliques (pont frontalier, siège eurorégional à Bruxelles, musée national délocalisé en région frontalière) ou à des symboles européens (drapeau européen, Atomium de Bruxelles) (Échantillon 3). Ces images emblématiques fonctionnent à elles seules comme des concepts qui renvoient aux principes fondateurs de la stratégie européenne, à savoir la libre circulation (instaurée par le Traité de Rome en 1957), la cohésion sociale et économique (pilier de la politique régionale communautaire) et la capacité d'innovation (credo européen).

3.2. Reconnaissance sociale construite par l'histoire et les élites

La capacité du référent eurorégional à devenir un acteur non seulement visible mais reconnu dans le monde social s'opère ensuite essentiellement par le biais d'un interdiscours qui privilégie la parole des élites. Le relevé systématique des locuteurs relayés dans les médias montre une importante diversité de dirigeants et d'experts dont les titres sont systématiquement déployés : "Directeur UnionCamere Piemonte", "Director of the Archive in Lugano", "Generalkonsul", "Geschäftsführerin der Metropolregion Nürnberg", "Gouverneur van de Euregio"... Les verbes du cotexte signalent ensuite leur engagement dans le processus d'eurorégionalisation sur le mode de l'affect (*je pense, j'espère, je rêve, je crois, j'aime, I feel, I think, I deplore, I hope, I believe, ich kritisieren, ik voel...*) et témoignent d'une lutte engagée pour la reconnaissance d'une identité transfrontalière.

À titre d'exemple, Antonio Gili, directeur des archives de Lugano interrogé par *swissinfo*, se réfère à sa propre expérience transfrontalière pour exprimer la problématique du positionnement identitaire en eurorégion. En évoquant le cas du Tessin, région italophone de Suisse, il s'appuie d'abord sur l'histoire (*The dual nature of canton Ticino is a matter of history*) en mobilisant la métaphore de l'enfant abandonné par des parents italiens pour être élevé par des étrangers (*a child of Italian parentage had been raised in a Swiss family*). Le positionnement frontalier malcommode se confirme dans l'identification de propos inaudibles au fil de l'histoire : tandis que le 19^{ème} siècle autorisait le frontalier à se définir culturellement binational, une telle définition provoque au cours du 20^{ème} siècle une assimilation aux idées séparatistes ou fascistes. Dans le contexte contemporain de

l'intégration européenne, on constate que l'inaudible concerne plutôt l'obligation de choisir l'un des deux pays de rattachement politique et d'appartenance culturelle. En atteste le rejet de toute question qui supposerait de poser une option ferme [12] :

[12] swissinfo: When a foreigner asks you if you feel more Swiss or more Italian, what do you say?

Antonio Gili: Stated in those terms the question is a fair one, because it is more nuanced than if you had simply asked "Do you feel you are Swiss or Italian?". The comparative "more" suggests that the two terms, Swiss and Italian, are not mutually exclusive but can overlap. (swissinfo.ch, 02.02.2009)

De là naît progressivement la revendication d'une identité résolument plurielle qui doit s'accommoder d'un paradoxe : d'une part, il s'agit de se conformer à une politique et à une administration résultant des histoires nationales, d'autre part, il s'agit de conserver une identité multiple expérimentée grâce à la proximité géographique. Cet idéal, qui s'inscrit dans la continuité du discours militant en faveur d'une Europe fédéraliste¹⁴, met à distance la référence nationale au profit de l'alliance d'entités de taille restreinte plus fonctionnelles.

Le rappel de l'autorité communautaire [13] et le constat d'un mélange déjà réalisé des populations frontalières [14] sont en outre régulièrement mobilisés pour accélérer la reconnaissance du fait eurorégional :

[13] Vieles, was wir heute erleben, wird gar nicht mehr in den Ländern, noch nicht einmal mehr auf Bundesebene, **sondern von der EU vorgegeben**, und wir

¹⁴ Le discours fédéraliste prend forme dans les années 1930 en Europe et donne lieu au développement des mouvements intellectuels anticonformistes dits personnalistes. Il se caractérise par le rejet de l'État nation, jugé responsable des dérives guerrières en Europe, et par un militantisme paneuropéen qui prône le modèle fédéral suisse comme prototype de l'Europe à venir.

transformieren nur noch die Gesetze¹⁵. (Axel Gedaschko, Sénateur de la ville de Hamburg, dradio.de, 24.09.2007)

[14] Die Menschen in der deutsch-französischen Grenzregion **mischen sich immer mehr**.¹⁶. (dradio.de, 24.09.2007)

Conclusion

Le but de ce travail était de montrer un cas concret de construction de la territorialité par le biais de discours et d'images médiatisées. Comme le note la littérature sur l'acte de nomination, la production toponymique est une dimension essentielle de ce processus, qui veut faire exister la région au-delà des textes juridiques. La tendance à la troncation et à la siglaison révèle toute la productivité des Npr purs au moment d'installer dans l'espace public une représentation de ces territoires. Une fois l'acte de nomination établi, le référent continue à asseoir sa légitimité en circulant par le biais de différents discours politico-institutionnels et de différents procédés discursifs. La volonté d'implanter cet imaginaire transétatique est évidente dans le discours des élites eurorégionales. D'autres procédés, provenant cette fois-ci de l'acteur médiatique, ont été identifiés, notamment la personnification, qui fait des eurorégions des acteurs à part entière. Le scénario sémiotique, furtif mais observable de plus en plus souvent dans la presse, privilégie d'abord des stratégies de diffusion rapide du référent eurorégional : formules brèves, durée de lecture conseillée, lexique de l'accélération et simulacres de cours intensifs en ligne. L'acquisition de la valeur positive nécessaire à la reconnaissance sociale des eurorégions se construit grâce aux élites, vecteurs traditionnels de la construction européenne. Celles-ci constituent une communauté cosmopolite qui ne se perçoit pas dans la référence à un seul État. Leurs propos remettent facilement en cause le rapport à la norme nationale et font du référent eurorégional une possibilité de coexistence de leurs identités multiples. Un positionnement problématique en résulte et montre que la reconnaissance sociale d'une identité plurielle et mouvante en Europe n'est pas acquise. Si des intérêts purement économiques dominant souvent le discours, l'écartèlement identitaire n'en est pas absent et réapparaît sous des formes différentes au cours de l'histoire. Tantôt toléré (au 19^{ème} siècle) tantôt stigmatisé (sous les régimes autoritaires

¹⁵ Beaucoup de ce que nous vivons aujourd'hui ne se définit plus dans les pays, même plus au niveau fédéral, **mais par l'Union Européenne**, et nous transformons seulement les lois.

¹⁶ Les gens de la région frontalière germano-française **se mêlent de plus en plus**.

du 20^{ème} siècle), le citoyen frontalier se voit aujourd'hui doté d'une capacité d'adaptation exemplaire dans le contexte d'eupéanisation mais aussi de globalisation à l'échelle mondiale. Dans une Europe qui idéalise largement la multiculturalité et l'ouverture à l'autre en même temps qu'elle condamne le repli identitaire, le référent eurorégional, par son institutionnalisation croissante, lui fournit cette occasion de revendiquer une ouverture transnationale qui rappelle celle du mouvement anticonformiste des années

1930 taraudé par la nécessité d'abolir les frontières en Europe et par le risque prémonitoire de conflits entre nations.

Bibliographie

AKIN Salih, 1999, « Pour une typologie des processus redénotatifs », *Noms et re-noms : la dénotation des personnes, des populations, des langues et des territoires*, Rouen, PUR-CNRS, 33-60.

AVANZA Martina, 2003, « Une histoire pour la Padanie », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58, n°1, 85-107.

BAGINI SCANTAMBURLO Licia, 2007, « Le cas du Haut-Adige ou Tyrol du Sud », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC*, n°3. <<http://mimmoc.revues.org/232>>

BOYER Henri, 2008, « Fonctionnements sociolinguistiques de la dénotation toponymique », *Mots. Les langages du politique*, n°86, 9-21.

CISLARU Georgeta, 2005, *Étude sémantique et discursive du nom de pays dans la presse française avec référence à l'anglais, au roumain et au russe*, Thèse de doctorat en sciences du langage, Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle.

GROSSMAN Émiliano, SAURUGGER Sabine, 2012, *Les groupes d'intérêt : action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin.

GUILLOREL H., 1999, « Toponymie et politique » in AKIN Salih, *Noms et re-noms : la dénotation des personnes, des populations, des langues et des territoires*, PUR-CNRS, 61-91.

HERMAND Marie-Hélène, à paraître, « La formation discursive eurorégionale. Articulation et approche sémantique d'un corpus multilingue ». *Revue Corpus*, n°14.

JONASSON Kerstin, 1994, *Le nom propre. Constructions et interprétations*, Duculot, Louvain-la-Neuve.

KACIAF Nicolas, NOLLET Jérémie, 2013, « Présentation du dossier. Journalisme : retour aux sources », *Politiques de communication*, n°1, 5-34. <<http://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2013-1-page-5.htm>>

MACKRÉ Quentin, 2009, « Géopolitique de Francfort-Sur-l'Oder/Słubice, ville-doublon sur une frontière en déconstruction », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n°8. <<http://espacepolitique.revues.org/1348>>

MORTUREUX Marie-Françoise, 1982, « La vulgarisation », *Langue française* n°53, Paris, Larousse : 51-54.

OFFERLÉ Michel, 1998, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien.

PERELMAN Chaïm, OLBRECHTS-TYTECA Lucie et MEYER Michel, [1958] 2008, *Traité de l'argumentation : La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles.

SELLIER Dominique, 2014, « Patrimoine géomorphologique et toponymie : perception et désignation des montagnes quartzitiques de la façade atlantique nord-européenne (Norvège, Écosse, Irlande) », *Noroi*, 4 (229), 53-75.

STOCKINGER Peter, 2005, *Les sites web : description, conception et évaluation*, Paris, Lavoisier.

VERÓN Eliseo, 1994, « De l'image sémiologique aux discoursités. Le temps d'une photo », *Hermès*, 13-14, 45-64.

VOIROL Olivier, 2005, « Les luttes pour la visibilité », *Réseaux*, 129-130, 89-121. <http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RES_129_0089>